

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18743 - 73ÈME ANNÉE

Le PCR appelle à valoriser tous les produits de la canne

La Réunion n'a pas de pétrole, elle a la canne à sucre



Après la conférence de presse, Maurice Gironcel et Johnny Backary Lagrange ont rencontré les planteurs devant la préfecture.

Alors que la lutte des planteurs a donné lieu hier à une importante journée de mobilisation, le PCR, représenté par Ary Yée Chong Tchi Kan, Johnny Lagrange Backary, et Maurice Gironcel, a tenu une conférence de presse pour réitérer son soutien à la revendication d'une augmentation de 6 euros du prix de référence de la tonne de canne. Le PCR demande aussi à Tereos de faire toute la transparence sur les bénéfices de la filière et propose de valoriser un maximum de produits de la canne à sucre à La Réunion pour garantir l'avenir de la filière.

La journée d'hier a été marquée par une nouvelle journée d'action des planteurs. Face au refus de Tereos de répondre favorablement à la demande d'une augmentation de 6 euros du prix de

référence de la tonne de canne à sucre, des syndicalistes de la CGPER ont organisé le blocage de l'usine sucrière du Gol. Ceux de la FDSEA et de Jeunes agriculteurs sont restés une nouvelle journée devant la préfecture. Plusieurs opéra-

tions escargot ont eu lieu, sur la nationale 2 entre Saint-Benoît et Saint-Denis et sur la route du littoral notamment. Cette dernière a entraîné des kilomètres d'embouteillages à Saint-Denis pour les personnes souhaitant se rendre dans l'Ouest,

ainsi qu'entre La Possession et Saint-Denis. Les discussions se sont poursuivies entre les syndicats.

Pour une solution durable

Une réunion entre les élus planteurs du bureau du Comité paritaire de la canne et du sucre (CPCS) et Tereos a duré à peine 45 minutes au cours desquelles aucune avancée n'a été obtenue. Suite à la demande de l'industriel, les planteurs ont ensuite levé le blocage de l'usine du Gol pour que les négociations puissent reprendre. Pour sa part, l'État a affirmé son souhait qu'un accord sur le prix de la canne à sucre soit trouvé cette semaine.

C'est dans ce contexte de crise que le PCR a tenu une conférence de presse pour donner son opinion au sujet de l'évolution du conflit, et présenter des propositions pour éviter la reproduction d'un tel conflit. En effet, si un accord est signé pour démarrer la campagne sucrière, sa portée ne peut pas dépasser 2020 car l'aide supplémentaire annuelle de 28 millions d'euros versée par l'État n'est pas garantie au-delà de cette date.

Ary Yée Chong Tchi Kan et Johnny Lagrange Backary, secrétaires du PCR, et Maurice Gironcel, secrétaire général, ont rencontré hier après-midi les journalistes.

Tereos doit faire la transparence

Au cours de cet échange, Ary Yée Chong Tchi Kan a expliqué que l'aide de l'État versée par Tereos suffit largement pour répondre à la demande des planteurs. 6 euros par tonne représentent 12 millions d'euros par an. Cette somme déduite des 28 millions, il resterait encore 16 millions d'euros au bénéfice d'un seul acteur, Tereos. Et si Tereos refuse de donner satisfaction aux planteurs tout en maintenant l'opacité sur les recettes de la filière canne-sucre, l'industriel n'a qu'à quitter La Réunion pour donner droit à une revendication de plus en plus formulée ; la reprise des usines par les planteurs organisés en coopérative.

Maurice Gironcel a rappelé que le prix de la tonne de canne n'évolue pas depuis près de 30 ans. « Que Tereos respecte tous les planteurs et fasse un geste pour tous les planteurs », a souligné le secrétaire général du PCR, « les planteurs ont travaillé toute l'année, c'est le moment de la récolte. Les usiniers n'ont pas intérêt au conflit ».

« C'est aussi le moment de réfléchir sur l'avenir de la canne à sucre », poursuit le dirigeant communiste, « qui peut penser que cet accord va

sauver la canne ? Il est important de dépasser la filière canne-sucre-énergie ». D'où l'idée d'une table ronde pour tirer profit d'un maximum de produits de la canne à sucre. 500 sont répertoriés et 100 déjà utilisés. Le PCR propose une réflexion qui va au-delà de 2020.

20.000 emplois en jeu

Pour l'avenir, le PCR préconise un autre mode de gestion pour la filière. Il propose que des études soient mises en place pour envisager la création d'une coopérative de planteurs.

Il souhaite que les collectivités, les organisations de planteurs et l'industriel participent à un comité de survie pour étudier la valorisa-

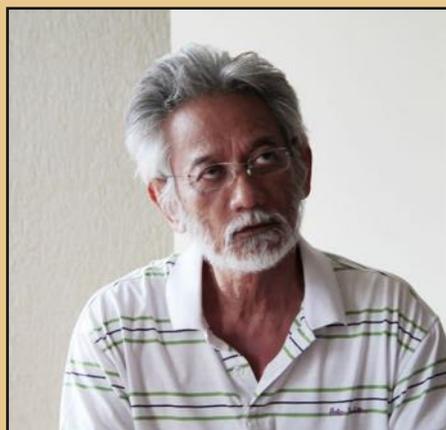
tion de tous ces produits. Maurice Gironcel cite quelques travaux déjà effectués par l'Institut cubain de recherche sur la canne et ses dérivés : la bagasse pour traiter les hydrocarbures, la fermentation de la canne donnant un additif alimentaire.

Près de 20.000 emplois sont en jeu, rappelle le secrétaire général du PCR.

Après la conférence de presse, Maurice Gironcel et Johnny Backary Lagrange ont rencontré les planteurs devant la préfecture. Ils ont réaffirmé le soutien du PCR à la lutte et présenté les propositions exposées quelques minutes plus tôt devant les journalistes.

M.M.

Tereos doit faire la transparence ou quitter La Réunion



Ary Yée Chong Tchi Kan.

Lors de la conférence de presse du PCR hier, Ary Yée Chong Tchi Kan a rappelé l'exigence de transparence sur les recettes de la canne à sucre, exigence renforcée par les perquisitions d'enquêteurs de la répression des fraudes au siège de Tereos à La Réunion. Si l'industriel refuse de faire la transparence et continue d'affirmer qu'il ne peut pas augmenter le prix de la canne de 6 euros, alors il n'a qu'à quitter La Réunion afin que les planteurs reprennent la propriété des usines sucrières.

Le PCR veut dire de manière très solennelle : « ça suffit, le débat a assez duré ». Les planteurs demandent la transparence des comptes de la filière. Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle que quand François Hollande était venu à La Réunion, toute la filière s'était battue pour obtenir l'aide supplémentaire de 28 millions d'euros.

Maintenant que la subvention est obtenue et versée à Tereos, l'industriel ne peut pas dire qu'il ne partagera rien.

Le responsable communiste reproche aux pouvoirs publics de n'avoir pas fixé dès le départ les clés de répartition de l'aide. Le PCR soutient plus que jamais la transparence.

Et de préciser que des enquêteurs sont venus faire des perquisitions chez Tereos. « Qu'est-ce que cache Tereos ? ».

Ary Yée Chong Tchi Kan souligne que « l'État doit exiger la transparence, car il donne de l'argent public à Tereos ».

« Aucune argumentation ne peut empêcher de mettre les comptes de Tereos sur la table », poursuit-il, « Si les 6 euros par tonne de canne étaient prélevés sur l'aide, cela représenterait 12 millions d'euros. Il reste malgré tout pour un seul acteur 16 millions. »

Tandis que plus de 3.000 livreurs se partageront 12 millions. Il est possible de satisfaire les demandes avec les 106 millions d'euros de résultat net présenté par Tereos.

« Si Tereos continue de refuser le montant demandé et la transparence, alors il faudra faire jour à une demande de plus en plus formulée : les planteurs récupèrent l'usine ».

Avant, les usines étaient la propriété de planteurs, rappelle-t-il. « Où l'industriel joue le jeu de la survie de la filière, ou alors il est hors-jeu ».



Communiqué de presse

Discours du président de la République devant le Congrès : des annonces à préciser

Le président de la République s'est adressé ce 3 juillet aux députés et sénateurs réunis en Congrès à Versailles.

Son discours ne nous apprend rien, à part quelques mesures annoncées pour changer le fonctionnement de l'Assemblée nationale et du Conseil économique social et environnemental. L'intervention a surtout porté sur des rappels du projet de la campagne électorale. Elle ne dit rien sur le mode d'emploi. La même imprécision concerne le Code du Travail et les collectivités. Mais le chef de l'État a été clair sur une question, indiquant vouloir réduire l'intervention de l'État pour les plus fragiles. À La Réunion où près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, un tel propos interpelle.

Pour les outre-mer, Emmanuel Macron a évoqué une conférence des territoires et émit le souhait de donner aux collectivités des outre-mer les moyens de réussir. Cela reste vague.

Globalement, le premier discours officiel d'Emmanuel Macron en tant que président de la République laisse un goût d'inachevé.

Sans doute faut-il attendre le discours de politique générale du Premier ministre ce 4 juillet, et le vote de confiance, pour avoir les précisions nécessaires sur la feuille de route et les mesures concrètes qui seront proposées au cours des 5 prochaines années.

Fait au Port, ce lundi 3 juillet 2017

Le Bureau de presse

Témoignages

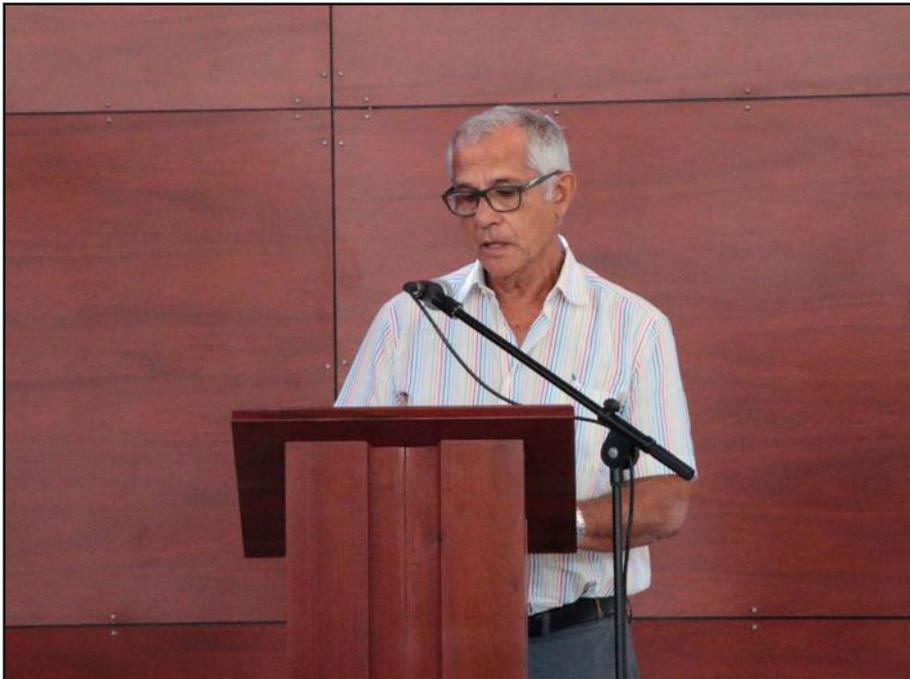
Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Intervention de Georges Gauvin à la cérémonie d'adieu

Bon voyaz koté ou i sava ! Bon voyaz kamarad Moris !

Dimanche, lors de la cérémonie d'adieu à Maurice Soubou au Centre funéraire de Saint-Denis, Georges Gauvin a rendu un émouvant hommage en créole à son camarade brutalement disparu.



Georges Gauvin.

Dopi vandredi, ou la fine alé l'ot koté la vi. Moris, in gran kantité d'moun i koné aou. Kisoï pars la trouv aou dann in maniféstasyon pou fé avans nout droi. Kisoï dann tout bann z'aktivité ou l'avé. Kisoï ankor dann tout sirkonstans la vi.

In moun bien zantiy, bien korèk, bien poli, in bon dalon, in bon frékantasyon !

Moris, pou moin, ou sé la fidélité. La fidélité par raport out parti, la fidélité par raport out sindika, par raport out bann z'idé, par raport out bann valèr.

Ou la pa in zirouète k'i tourn avèk lo van !

Pou moin, ou sé galman in kèr zénére é mi koné kékshoz vi ké ou la touzour aport out soutien nout komité pou lo droi bann shagosien rotourn shé zot, dann z'ot péi natal, isi dann l'oséan indien. Shak foi

moin la dmand aou in ède, ou la touzour réponn prézan. Mi koné osi ou téi ède lé z'inn épi lé z'ot dann la diskresyon.

Kèr zénére, kèr klèr, om diskre.

Moris, pou moin, ou té in moun out tan : ou téi vé toultan konprann, toultan, aprann, toultan konète. Mi souvien kan plizyèr z'ané de ran, ou lété an parmi bann z'étidyan l'inivèrsité, apré aprann avèk nou, nout bèl lang kréol épi la kiltir rényonèz .

Mi rapèl ankor, konm si lété yèr, kan ou té apré pass in métriz dann la formasyon profésyonèl é kan ou téi domann simpleman in kou d'min pou fé in devoir, pou aprann in léson, é ou lété pi marmaye dann tan la. Ou lété kaziman gramoun dann tan la !

Sa té i anpèsh pa ou aprann, épi aprann ankor.

Zordi l'èr pou fé lo gran voyaz la soné pou ou. Mi souète aou i bon voyaz dann shomin galizé.

Bon voyaz mon kamarad, ziska l'androi ou i doi alé.

Georges Gauvin, militant communiste de Saint-Denis

In kozman pou la rout

« La vi sé pétal épi zépine mélanzé »

Madam Soubou, momon Maurice la rapèl amoin kozman-la, é zot i pé kroir amoin sé in kozman i tourn dann mon tête sé tan isi. Kan moin lété marmaye, dann la kour l'ékol boi d'nèf Sind-ni, mon momon diréktris l'ékol la, dann tan, l'avé plant in l'alé roz, gayar gayar roz avèk inn dé téi san bon vèye pa koman. Nou marmaye, nou té i sava rode bête l'arzan dann roz la é tazantan ouye ! Zépine té i pik anou, é mèm téi kass dann nout doi. Na poin, dann on souvni, in flèr pli zoli k'in roz, mé doulèr zépine la pa kouyon non pli. Kèl i fo mète anlèr, Son zoli, son bon l'odèr, sansa son pikir. Moin, pèrsonèl, mi pran son zoli, son gayar l'odèr tanpi si an pasan li ariv arash in goute de sabn avèk mon doi. La vi lé konmsa ! Bin, alon pran ali konmsa. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot tête la dsi é ni artrouv pli d'van sipétayé.

Etats-Unis/Cuba : retour à une politique de confrontation -5-

Une politique vouée à l'échec

Le 16 juin 2017, au théâtre Manuel Artime de Miami, le Président des Etats-Unis a annoncé un changement de la politique étrangère vis-à-vis de Cuba. Sous les yeux de l'assistance, composée entre autres de vétérans de la Baie des Cochons auxquels il a rendu hommage, Donald Trump a prononcé un discours d'une hostilité sans précédent. Ressassant une rhétorique de la Guerre froide, il laisse présager un avenir sombre pour les relations bilatérales entre les deux pays 1.

Le 20 avril 2017, seize militaires à la retraite de haut rang avaient expédié un courrier au Lieutenant-Général H. R. McMaster, conseiller à la sécurité nationale du Président Trump, le conjurant de préserver les relations avec Cuba :

« La poursuite de la normalisation des relations avec Cuba est importante pour la sécurité nationale des Etats-Unis et la stabilité des relations dans l'hémisphère occidental. La situation géographique de Cuba dans les Caraïbes et sa proximité avec les Etats-Unis en font un partenaire naturel et de haute valeur stratégique sur des questions de priorité immédiate comme le terrorisme, le contrôle des frontières, la prévention du trafic de drogue, la protection environnementale et la réponse aux situations d'urgence. En effet, des progrès substantiels ont déjà été réalisés durant les deux dernières années dans ces domaines, débouchant sur 22 accords entre les Etats-Unis et Cuba et une coordination pratique avec notre armée et les autres agences. Nous devons poursuivre et amplifier ces efforts. Assurer la stabilité économique de Cuba servira les intérêts de sécurité des Etats-Unis dans l'hémisphère occidental, en particulier au regard des défis auxquels font face nos voisins en Amérique latine. En développant le commerce et la circulation de l'information, nous donnerons les moyens au peuple cubain de mieux déterminer son propre futur. [...] Au nom de la sécurité nationale, nous appelons nos leaders élus à poursuivre le processus de normalisation avec Cuba 2 ».

La politique hostile du Président Trump est d'ores et déjà vouée à l'échec. Depuis l'avènement de la Révolution cubaine en 1959, La Havane n'a jamais effectué la moindre concession sous la pression ou la menace. En l'espace de deux ans, Barack Obama a obtenu davantage de résultats avec Cuba en adoptant une politique basée sur le dialogue respectueux que tous ses prédécesseurs en plus de cinquante ans qui avaient opté pour une politique d'agression.

Il est une raison à cela. Les Cubains ne sont pas sensibles au langage de la coercition, du chantage ou de l'intimidation. Cela fait partie de leur idiosyncrasie. Cuba a toujours exprimé sa disposition à résoudre pacifiquement tous les différends avec les Etats-Unis, à condition que trois principes fondamentaux et non négociables soient respectés : l'égalité souveraine, la réciprocité et la non-ingérence dans les affaires internes. En un mot, le système politique, le modèle social et la politique étrangère de Cuba sont des compétences ex-

clusives du peuple souverain de l'île.

Par ailleurs, il convient de souligner le caractère asymétrique du conflit qui oppose Washington à La Havane. Ce sont les Etats-Unis qui imposent des sanctions économiques contre Cuba depuis plus d'un demi-siècle, affectant gravement le bien-être des Cubains et constituant un obstacle majeur au développement du pays. Washington occupe toujours de manière illégitime la base navale de Guantanamo contre la volonté du peuple cubain. La loi d'ajustement cubain adoptée en 1966 par le Congrès stimule toujours l'émigration illégale et dangereuse, favorise le trafic d'êtres humains ainsi que la fuite des cerveaux. Enfin, la politique de « changement de régime » toujours en vigueur viole les principes fondamentaux du droit international.

La politique hostile de la Maison-Blanche isolera les Etats-Unis sur le continent américain et à travers le monde. Elle n'obtiendra aucun résultat tangible. Elle réduira les échanges entre les deux pays, affectera à la fois les intérêts cubains et étasuniens et dressera un obstacle supplémentaire entre les deux peuples qui aspirent à entretenir des liens cordiaux, pacifiques et respectueux.

(Fin)

Salim Lamrani

1 Donald Trump, « Remarks by President Trump on the Policy of the United States Towards Cuba », 16 juin 2017.

<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/06/16/remarks-president-trump-policy-united-states-towards-cuba> (site consulté le 22 juin 2017).

2. American Security Project, « Letter to Lieutenant General H.R. McMaster, National Security Adviser to the President », 20 avril 2017. <https://static1.squarespace.com/static/55806c54e4b0651373f7968a/t/58f8dc14ebbd1aed9edd0360/1492704289283/Cuba+Security+Letter> (site consulté le 22 juin 2017).

Oté

Bann moun de rien sé demoun de talan, mésyé lo prézidan !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi pans ou osi ou i doiz'ète véksé par lo parol nout prézidan La Républik, mésyé Macron, kan li di nana désèrtin k'i réisi épi d'ot k'i vo pa arien. Akoz, la pa vré sa, Dsi mil pèrsone si na dis i réisi é i amontr z'ot valèr, néna 990 i réisi pa épi zot i vo pa arien vi ké zot sé demoun de rien. Sé la vi k'i amontr anou sa, é in prézidan noré poin lo droi di la vérité ? Manz m'a péyé don. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou romark :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi pans si ou l'avé fé travaye in pé out koko, ou noré pa di dé shoz konmsa... Ou mèm matant kan nou lété pti épi nou té i sava out kaz, tazantan ou téi fé sivé lapin èk dopin fri. Té bon sète afèr la ! Ou té i di pa, out gro-mèr l'avé poin son parèy dsi la tèr pou fé in bon sivé lapin ? Alor matant, in moun i fé in sivé lapin, lo méyèr di mond, sé in moun de rien sa ? Sansa in moun dé valèr... Kan lo prézidan i di son bann kozman kouyon mi èmré savoir, kosa li koné dsi bann moun i pass dann in gar, si li pans tousa d'moun la i vo pa arien. Pètète an mazorité zot na poin l'arzan pli k'i an fo, mé, lo sèl tèrmomète pou mézir la valèr sé l'arzan ! Ébin lo talan alor ?

Moin na touzour dann mon tête in kozman mésyé Barat, profèsèr l'inivèrsité, in jéni par li mèm épi li té di anou : « In moun de rien sé, la plipar d'tan in moun de talan ! ». Mésyé Barat té i koné in réyo n dsi lo talan. Avèk demoun l'inivèrsité té i mète pa anlèr li la fé in l'institi téi apèl l'Ila (institi la linguistik é l'antropoloji) é li mèm té i di, an parmi son bann kolaboratèr néna in bann vré talan.

L'avé inn téi élèv moush a myèl é téi amontr bann marmaye zoué fotbal, é an plis ké sa li l'avé in gran konésans la lang vietnam é la kiltir vietnamienne. In n'ot té i pratik bien la lang arab, l'ékonomi, épi li té i fé la kaligrafi arab : in mèrvèye, mi di azot. L'avé in n'ot li té i koné bien lo tamoul, in ot lo shinoi, in n'ot ankor lo malgash, épi lo roumin, lo zaponé, lo thaïlandé, lo kréol rényoné é la kiltir rényonèz. Vré pou vréman bann moun de rien, sé dé moun de talan, avèk inn sansa plizyèr talan.

Dann tan l'ésklavaz l'avé bann noir dé talan : zot lété ménuizyé, maréshal féran, sharpantyé, kuizinyé, tayèr sharrtyé, drésèr d'shoval épi drésèr d'shien, zot té i koné okip bann kok bataye. Sa sé in bann moun dé rien. Alé zoué kanète mésyé lo Prézidan, mi pé asir aou, bann moun dé rien sé bann moun de talan. Fransh vérité !

Justin